Le contrôle postal ou l'opinion publique en Alsace-Moselle entre la guerre et la paix

The postal checking system or public opinion in Alsace-Moselle between war and peace

Die Kontrolle der Post oder die öffentliche Meinung in Elsass-Moselle zwischen Krieg und Frieden

Philippe Jian

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3467>

DOI : 10.4000/alsace.3467

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 151-173

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Philippe Jian, « Le contrôle postal ou l'opinion publique en Alsace-Moselle entre la guerre et la paix », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3467> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3467>

Le contrôle postal ou l'opinion publique en Alsace-Moselle entre la guerre et la paix

Philippe Jian

151

Comment Alsaciens et Mosellans réagissent-ils à leur passage sous souveraineté française au lendemain du 11 novembre 1918? « Changement rapide » constate François Roth¹, puisqu'en vertu de la convention d'armistice, les Français se substituent aussitôt au pouvoir allemand². Si l'existence de l'opinion publique fait aujourd'hui débat³, si pour l'historien, « la notion s'échappe comme du sable » selon la formule de Jean-Noël Jeanneney⁴, il demeure que le « témoignage d'époque » est une source de renseignement irremplaçable pour rendre compte de l'événement⁵. Les archives du contrôle postal conservées au Service Historique de la Défense, constituent à cet égard une mine d'informations pour connaître l'état d'esprit des populations de l'ex-*Reichsland* durant cette période transitoire qui dure jusqu'à la paix de Versailles.

1. François ROTH, *Alsace-Lorraine, histoire d'un « pays perdu », de 1870 à nos jours*, Paris, Textes, 2016, p. 151.

2. L'article 2 décide l'évacuation immédiate par l'Allemagne des pays envahis : Belgique, France, Luxembourg, ainsi que de l'Alsace-Lorraine, dans un délai de quinze jours, à dater de la signature de l'armistice.

3. Brigitte GAÏTI, « L'opinion publique dans l'histoire politique : impasses et bifurcations », *Le Mouvement Social*, n° 221, 4-2007, p. 95-104.

4. Jean-Noël JEANNENEY, « Comment ont-ils tenu? L'opinion publique et la guerre en 1917 », *L'Histoire*, n° 39, novembre 1981, p. 77.

5. Jean-Jacques BECKER, « L'opinion », in René RÉMOND (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 174. L'historien mentionne à propos de la Grande Guerre ces « témoignages d'époque » que sont : les rapports de préfets, la correspondance des soldats et des civils ou encore les journaux de tranchées.

Mis en place progressivement dans chaque armée à partir de 1915, le contrôle postal, initialement prévu pour « vérifier le respect de l'interdiction faite aux militaires de nommer dans leurs lettres la localité où ils se trouvaient » est appliqué à l'ensemble de la correspondance civile et militaire échangée entre le front et l'arrière⁶. Il répond à trois préoccupations : la protection des données confidentielles, notamment de nature militaire, la collecte de renseignements utiles à la défense nationale, et la connaissance du moral de la troupe⁷. Le contrôle postal est étendu la même année à la correspondance civile en provenance ou à destination de l'étranger⁸, et aux populations des vallées alsaciennes des Vosges puis, à partir de la fin novembre 1918, à l'Alsace et à la Lorraine mosellane⁹. Il disparaît progressivement à compter du printemps 1919¹⁰.

Le contrôle postal dans les territoires recouverts « se situe au croisement de deux projets¹¹ » : celui des Alsaciens et des Mosellans de raconter à leurs proches ou à leurs relations, leurs conditions de vie et la qualité de leurs relations avec les autorités françaises et celui de l'Armée de connaître la réalité de leurs sentiments envers leur nouvelle patrie. Quelle vision de l'Alsace-Moselle française entre la guerre et la paix les militaires nous livrent-ils alors ?

Le dépouillement systématique des rapports du contrôle postal, dont il importe d'abord de décrire le fonctionnement, permet de distinguer deux grandes périodes. La première, marquée par une atmosphère de fin

6. On se reportera à l'article fondateur de Jean-Noël JEANNENEY, « Les archives des commissions de contrôle postal aux Armées (1916-1918), une source précieuse pour l'histoire contemporaine de l'opinion et des mentalités », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, tome 15, n° 1, janvier-mars 1968, p. 209-233.

7. Annick COCHET, *L'Opinion et le moral des soldats en 1916 d'après le contrôle postal*, thèse de doctorat, Université de Paris X-Nanterre, 1986, 2 vol., 542 p.

8. Georges LIENS, « La commission de censure et la commission de contrôle postal à Marseille pendant la Première Guerre mondiale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 18 n° 4, octobre-décembre 1971, p. 656-667.

9. Une note de l'administration militaire en date du 16 novembre 1918 précise que : « Les règlements du contrôle postal s'appliquent à l'Alsace et à la Lorraine comme au reste de la France » (Service historique de la Défense (SHD), 7 N 952, Section de contrôle puis section économique, dossier Alsace-Lorraine).

10. Notons que jusqu'au 1^{er} novembre 1919, l'Armée dispose de pouvoirs exceptionnels à l'égard des populations.

11. Bruno CABANES, « 2. Ce que dit le contrôle postal », in Christophe PROCHASSON et al., *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, La Découverte, « Espace de l'histoire », 2004, p. 56.

de guerre, court jusqu'au commencement du printemps. La seconde, qui mène jusqu'au début de l'été, affiche une nette aspiration des populations à un retour à la normalité dans le cadre de la souveraineté française.

Le fonctionnement des commissions de contrôle postal en Alsace-Moselle

Les commissions de contrôle postal dépendent d'abord de l'autorité du Maréchal commandant en chef des Armées du Nord et du Nord-Est puis, à partir de mars 1919, de celle du ministre de la Guerre (État-major de l'Armée - Section économique). Leurs personnels s'établissent à Metz, Mulhouse et Strasbourg. L'examen de la correspondance civile s'opère selon la même « méthode des sondages » que celle utilisée dans la troupe et utilise différentes stratégies de contrôle du courrier. À ce travail quantitatif s'ajoute la rédaction de rapports standardisés illustrés d'extraits de lettres jugés significatifs.

153

Le contrôle du courrier : aspects et limites d'une méthode

Outre l'examen du courrier local, dans leurs circonscriptions respectives, les trois commissions de contrôle postal s'intéressent aussi à la correspondance à destination ou en provenance de France et de l'étranger. Les rapports de la commission de Metz nous renseignent sur la manière dont les prélèvements sont effectués.

Si la poste centrale de Metz, à l'instar de celle de Strasbourg et de Mulhouse est régulièrement visitée, d'autres modes d'investigation sont pratiqués. Nous mentionnerons :

- les opérations permanentes de sondages dans les trains ou dans les gares :

La correspondance lorraine a été sondée en prélevant chaque jour le courrier d'une ou plusieurs lignes principales se raccordant à la grande artère Metz-Strasbourg, par Bénestorf et Sarrebourg¹².

12. SHD, 16 N 1464, Section de renseignements aux Armées, commission de contrôle postal de Metz, rapport du 8 décembre 1918.

- les opérations de sondages complémentaires effectués dans le cadre d'une enquête de sûreté nationale, dits « sondages spéciaux » :

Les sondages de la poste de la Gare, de la poste restante de Metz et des boîtes de facteurs de cette ville, tant à l'arrivée qu'au départ, ont permis à la commission de découvrir et de suivre plusieurs affaires de suspects lorrains, sur les instructions du S.R. du général Gouverneur¹³.

- les opérations de sondages inopinées dans les bureaux de poste de Moselle dits « contrôles volants » :

Un contrôle volant a opéré, en liaison avec les commissions de triage, à Château-Salins le 19, à Dieuze, le 20, à Forbach le 26. De nombreuses lettres ont été saisies, en particulier à Dieuze¹⁴.

- les opérations de sondages dans la zone frontière afin de lutter contre le colportage¹⁵ :

Cette zone composée de 53 bureaux divers a été sondée chaque jour, tant au départ qu'à l'arrivée, par un prélèvement d'environ 20 bureaux, les autres étaient immédiatement remis en circulation. Ces sondages ont décelé le trafic opéré près de certains bureaux par des intermédiaires réexpédiant les correspondances, en provenance des pays rhénans, déposées chez eux¹⁶.

Du début des opérations de contrôle postal, le 25 novembre 1918¹⁷, à leur fin au 30 avril 1919, 295 000 lettres ont été ouvertes par la commission de Metz. Le nombre est-il plus élevé Alsace ? Les rapports de la commission de Mulhouse qui exerce son activité du 22 novembre 1918 au 31 août 1919 ne nous apportent que peu d'informations sur le traitement quantitatif du courrier¹⁸. Tel n'est pas le cas de ceux fournis

13. *Ibid.*, rapport du 16 février 1919.

14. *Ibid.*, rapport du 1^{er} mars 1919.

15. Jusqu'en janvier 1919, toute correspondance avec l'Allemagne est interdite. Le colportage consiste se servir de personnes interposées pour faire passer des lettres clandestinement de part et d'autre de la frontière.

16. *Ibid.*, rapport du 16 février 1919.

17. Les relations postales en partance ou vers l'Alsace et la Lorraine mosellane sont rétablies à partir du lendemain à l'exception du courrier à destination ou en provenance d'Allemagne.

18. Les rapports du service mulhousien ne donnent le nombre de lettres lues que durant la période du 1^{er} au 21 décembre soit, selon les chiffres affichés dans les rapports, une moyenne de 30 000 lettres par semaine.

par la commission de Strasbourg. Rédigés du 8 décembre 1918 au 1^{er} août 1919, ils mentionnent le nombre de lettres transitant par la poste centrale de Strasbourg et celui de la correspondance contrôlée, soit en huit mois, un total de 8 820 000 plis expédiés pour 405 866 lettres examinées. Appliquées à la seule poste centrale de Strasbourg, les opérations de sondage de l'Armée ne concernent qu'environ 5 % des envois. L'entreprise pâtit de l'insuffisance évidente du nombre de lecteurs de surcroît germanophones.

Paradoxalement, l'assouplissement des contraintes pesant sur les relations épistolaires entre l'Alsace-Moselle et l'Allemagne intervenue en janvier 1919¹⁹, s'accompagne de la diminution du personnel des commissions de contrôle que l'on peut sans doute expliquer par la démobilisation en cours²⁰. Les autorités militaires mettent alors en garde contre la paralysie des services :

Les commissions de contrôle postal se trouvent dans l'impossibilité absolue d'assurer leur service d'une manière efficace. Nombre de lettres échappent aux censeurs et il n'est pas étonnant que parmi celles-ci se trouvent en première ligne celles qui ont l'aspect extérieur d'un prospectus²¹.

À la date du 30 avril 1919, les trois commissions de contrôle postal sont ainsi composées²² :

	Officiers	Lecteurs
Commission de Metz	4 (dont 1 connaissant l'allemand)	24 (dont 7 connaissant l'allemand)
Commission de Mulhouse	7 (dont 2 connaissant l'allemand)	37 (dont 20 connaissant l'allemand)
Commission de Strasbourg	2 (connaissant l'allemand)	19 (dont 8 connaissant l'allemand)

19. À compter du 21 janvier 1919 est autorisé l'échange des correspondances commerciales et de la correspondance familiale avec cartes postales.

20. La démobilisation a principalement lieu en deux phases : de novembre 1918 à avril 1919 et de juillet à septembre 1919. Voir Bruno CABANES, « La démobilisation des soldats français », *Les cahiers de la Paix*, n° 7, 2000, p. 55-65.

21. SHD, 7 N 952. Note n° 5801/S.E.2 du 29 mars 1919 de l'État-major de l'Armée (Section économique).

22. *Ibid.*, lettre du commissaire général de la République au président du Conseil, ministre de la Guerre (EMA, 2^e bureau Section économique), 30 avril 1919.

La commission de Mulhouse est la mieux pourvue en hommes du fait de l'importance que revêt la correspondance commerciale avec la Suisse et l'Allemagne. Une bonne maîtrise de l'allemand s'avère donc indispensable.

Comme l'a souligné Jean-Noël Jeanneney, les lecteurs possèdent un certain bagage intellectuel²³. Ils connaissent pourtant peu la « langue de l'ennemi ». Ce qui s'avère gênant pour l'examen du courrier à destination ou en provenance des pays de langue allemande, est problématique pour la surveillance de la correspondance échangée à l'intérieur des territoires recouverts. La commission de Metz alerte en décembre 1918 :

En raison du petit nombre de lecteurs lisant couramment l'allemand, le quart à peine des lettres ont été lues dans cette langue ; alors que normalement, les correspondances en langue allemande atteignent les 8/10^e des correspondances passant au Central-Metz²⁴.

Cet écueil énoncé, « faut-il retenir, pour suivre Bruno Cabanes, la proportion de lettres lues pour « représentatives²⁵ » ? » Rémy Cazals et Frédéric Rousseau assurent que « le choix des échantillons contrôlés [est] plus empirique que scientifique » et que « plutôt que de véritables sondages, il s'agit de coups de sonde²⁶ ». Bruno Cabanes pense, en revanche, que la comparaison avec les sondages n'est pas convaincante et que la question de la représentativité n'est pas la plus pertinente pour tirer profit d'une source comme le contrôle postal. « Il est beaucoup plus intéressant, explique-t-il, d'essayer de dégager les critères de sélection et d'attestation retenus par les lecteurs, afin de préciser les enjeux de leur travail²⁷. » C'est donc au volet qualitatif du fonctionnement du contrôle postal en Alsace-Moselle qu'il faut maintenant nous intéresser.

23. Jean-Noël JEANNENEY, « Les archives des commissions de contrôle postal aux Armées (1916-1918) », art. cit., p. 211.

24. SHD, 16 N 1464. Commission de contrôle postal de Metz, rapport du 8 décembre 1918. La démobilisation en cours après l'armistice empêche toute tentative de dynamique nouvelle aux trois commissions.

25. Bruno CABANES, « 2. Ce que dit le contrôle postal », art. cit., p. 57.

26. Rémy CAZALS, Frédéric ROUSSEAU, *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, 2001, p. 21.

27. *Ibid.*, p. 58.

Des rapports normalisés

De décembre 1918 à janvier 1919, les trois commissions font part de leurs impressions chaque semaine²⁸. La cadence ralentit progressivement par la suite, passant d'un rythme de quinzaine jusqu'en mars à une livraison mensuelle à partir d'avril. La méfiance des militaires envers les populations alsacienne et mosellane semble donc s'atténuer avec le temps²⁹.

La composition des rapports s'inspire largement de celle mise en place en décembre 1916 dans les armées. Ils contiennent, en première partie, une synthèse suivie d'un exposé plus ou moins détaillé qui se déroule selon le plan imposé d'une grille de lecture reproduite ci-dessous :

157

Résumé général des impressions

Éléments militaires et politiques

- a) Rapports entre civils et militaires
- b) Opinions sur le rattachement à la France
- c) Opinions sur le régime français en Alsace et en Lorraine
- d) Jugements sur l'Allemagne
- e) Politique extérieure
- f) Questions diverses

Éléments économiques

- g) Situation agricole
- h) Alimentation et habillement
- i) Combustible et éclairage
- j) Situation industrielle et commerciale
- k) Questions financières

28. Les rapports hebdomadaires sont rédigés de décembre 1918 à la mi-janvier 1919 pour les commissions de Metz et de Strasbourg et jusqu'à la fin du mois de janvier pour celle de Mulhouse.

29. Nous n'avons pas trouvé dans les dossiers du contrôle postal en Alsace-Moselle, de document expliquant ce changement de rythme. Bruno Cabanes fait remonter à la fin de 1918 ce qu'il qualifie d'« apprivoisement mutuel » entre Français et Alsaciens-Lorrains (*La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français 1918-1920*), Paris, Le Seuil, 2014, p. 174).

Chaque rapport est lu avec attention. En avril 1919, le général Gouraud, commandant de la IV^e Armée, se félicite du travail effectué par les trois commissions de contrôle postal : « Les rapports [...] qu'elles établissent continuent d'être extrêmement intéressants ; ceux que fournit en particulier la C.C.P. de Strasbourg sont tout à fait remarquables³⁰. »

Les extraits de lettres choisis par les lecteurs composent la seconde partie des rapports des commissions de Metz et de Strasbourg, alors que le service mulhousien préfère les intégrer dans le corps de l'exposé. Ces fragments plus ou moins longs, précédés des lieux et des dates de rédaction des lettres desquelles ils sont extraits, sont-ils dignes de foi ?

Soumis à l'état de siège depuis l'arrivée des troupes françaises, Alsaciens et Mosellans savent que leur correspondance est contrôlée. Ils peuvent donc se livrer à de l'autocensure ou faire preuve de retenue dans leurs propos. En outre, l'importance de la correspondance en langue allemande freine les investigations des lecteurs. La commission de Metz avertit en décembre 1918 : « Il en résulte que le rapport ne donne, dans son ensemble, que l'impression des personnes ayant conservé une culture française et, par suite, francophiles³¹. » Ces réserves faites, les lecteurs ne sont pas dupes d'une francophilie acquise de fraîche date :

Qu'elles soient écrites en français ou en allemand (quelque fois dans un mélange bizarre des deux langues) il se dégage de toutes les lettres d'origine indigène l'impression d'un attachement réel et spontané à la patrie retrouvée, sous une forme quelquefois touchante, et toujours avec un accent d'une sincérité indiscutable³².

30. SHD, 7 N 952. Lettre du 19 avril 1919 du général Gouraud adressée au Maréchal de France commandant en chef (Service Spécial - Contrôle Postal).

31. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Metz, 8 décembre 1918.

32. SHD, 16 N 1467. Section de renseignements aux armées, commission de contrôle postal de Strasbourg, rapport du 8 décembre 1918.

Les lettres contiennent des sujets sensibles :

Les questions politiques ne sont pas encore à l'ordre du jour. Mais plusieurs correspondants se demandent avec une anxiété non dissimulée quelle sera la politique religieuse de la France en Alsace et très franchement, ils avouent réprouver le régime qui existe chez nous³³.

Il faut enfin considérer le contexte de fin de guerre où la parole des civils, soumise pendant quatre ans à la dictature militaire allemande³⁴, se libère peu à peu. De surcroît, certaines lettres jugées « indiscrètes », « subversives », « suspectes » sont saisies. Leur nombre est cependant dérisoire³⁵.

Sans être un parfait outil pour connaître l'état d'esprit des Alsaciens et des Mosellans entre la guerre et la paix, les rapports des commissions de contrôle postal valent surtout par la détermination de l'Armée à connaître une population qui lui est étrangère. En témoignent les « Tableaux Statistiques » de l'hiver et du début du printemps.

Les débuts de l'Alsace-Moselle française selon les « Tableaux Statistiques » (décembre 1918 –mars 1919)

Entre décembre 1918 et mars 1919, les rapports de la commission de Strasbourg et, dans une moindre mesure, ceux de la commission de Metz, s'ouvrent par un « Tableau Statistique³⁶ ».

33. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 22 décembre 1918.

34. Jean-Noël et Francis GRANDHOMME, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2013, p. 247-326.

35. Une vingtaine de lettres seulement ont été saisies par la commission de contrôle postal de Strasbourg entre décembre et mars 1919, période durant laquelle nous possédons le plus d'informations sur le fonctionnement du service. Ce sont soit des lettres en provenance d'Allemagne passées en fraude dans les postes alsaciennes ou des plis renfermant des écrits de propagande pro-germanique ou communiste.

36. Il n'existe, à notre connaissance, que quatre « Tableaux Statistiques » dans le dossier de la commission de Metz. Les archives du contrôle postal n'ont pas gardé trace des « Tableaux Statistiques » de la commission de Mulhouse à l'exception de celui de la semaine du 3 au 10 février 1919, par ailleurs très peu détaillé.

Le « Tableau Statistique » : un instrument de mesure de l'opinion

Le rapport hebdomadaire de la commission de Strasbourg pour la semaine du 1^{er} au 7 décembre 1918 affiche le premier « Tableau Statistique³⁷ » :

Sujets	Total des lettres intéressantes	Satisfaction et optimisme	Plaintes et lassitude
Rapports entre civils et militaires (Français et Alliés)	360	297	10
Opinions sur le régime français en Alsace et en Lorraine	236	217	2
Opinions sur le rattachement à la France	1094	1025	12
Jugements sur l'Allemagne	154	12	100
Politique extérieure	23	5	2
Questions diverses	82	21	3
Situation agricole	20	11	3
Alimentation, habillement	629	472	70
Combustible et éclairage	5	3	2
Situation industrielle et commerciale	47	37	3
Questions financières	44	25	"

Sur un total de 10 512 lettres soustraites temporairement au traitement du courrier par la commission de Strasbourg, seulement 2 694 sont jugées « intéressantes » par les lecteurs soit environ 25 % d'entre elles³⁸. Le rapport tombe par la suite à un peu plus de 17 % pour une moyenne de 14 000 lettres contrôlées par semaine jusqu'au

37. Jean-Noël Jeanneney émet de fortes réserves concernant l'utilisation des données chiffrées contenues dans les rapports des commissions de contrôle postal (« Les archives des commissions de contrôle postal aux Armées (1916-1918) », art. cit., p. 215). Le parti a cependant été pris de les exploiter dans le présent article. D'un point de vue quantitatif, ils informent les autorités militaires et civiles du traitement du courrier. D'un point de vue qualitatif, ils reflètent, de notre point de vue, les synthèses et les extraits de lettres figurant dans les rapports.

38. Rappelons qu'environ 290 000 lettres transitent par semaine par la poste centrale de Strasbourg.

18 janvier 1919, avant de se fixer à environ 12 % pour une moyenne de 27 000 plis examinés par quinzaine du 19 janvier au 31 mars. Quelle interprétation de ces pourcentages pouvons-nous proposer ?

Ils attestent d'abord du sérieux des lecteurs qui prennent le temps de lire toutes les lettres « sondées » pour mieux en ventiler certaines en fonction des sujets qui intéressent l'Armée. Ils révèlent ensuite le nombre croissant des correspondants dont nous pouvons légitimement penser qu'ils se livrent davantage sur des affaires d'ordre privé plutôt que sur des sujets politiques. La commission de Metz fait remarquer : « Le courrier reprend une allure plus normale, les questions d'affaires et d'intérêts personnels retrouvent leur place³⁹. »

Un second tri est effectué par les lecteurs parmi les « lettres intéressantes ». La correspondance « intéressante » est partagée en deux catégories : « satisfaction et optimisme » et « lassitude et plaintes ». Pour ce qui concerne les sujets clés contenus dans la grille de lecture de la commission de contrôle postal de Strasbourg entre décembre 1918 et mars 1919, nous obtenons les résultats suivants :

Sujets sélectionnés	Pourcentage de satisfaction Rapports hebdomadaires (période contrôlée : 1 ^{er} décembre 1918 - 18 janvier 1919)	Pourcentage de satisfaction Rapports de quinzaine (période contrôlée : 19 janvier - 31 mars 1919)
Rapports entre civils et militaires	88,55 %	96,47 %
Opinions sur le régime français en Alsace et en Lorraine	81,04 %	55,63 %
Opinions sur le rattachement à la France	90,96 %	91,72 %
Jugements sur l'Allemagne	3,17 %	4,30 %
Alimentation, habillement	74,65 %	63,41 %
Situation industrielle et commerciale	23,42 %	18,11 %

39. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Metz, 8 décembre 1918.

Le contenu des rapports du service strasbourgeois pour la période du premier trimestre 1919 rejoint ce jugement du représentant du sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil dans les territoires recouvrés, le Haut-Commissaire de la République Georges Maringer qui écrit le 16 février à Jules Jeanneney sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, proche de Georges Clemenceau, jacobin et anticlérical :

On accuse l'administration de lenteur, on s' imagine que la cause en est dans l'obligation d'aller chercher des décisions à Paris, et l'on réclame l'organisation à Strasbourg d'une administration centrale ayant les pouvoirs les plus étendus⁴⁰.

L'espoir en la capacité du vainqueur de l'Allemagne à précipiter un retour à la normale s'émousse donc au fil des semaines même si l'attachement des Alsaciens à la France est indéniable. Un effectif suffisant de lecteurs sachant couramment l'allemand aurait-il pu contrarier ce résultat ? Abordant la question de l'accueil enthousiaste des troupes françaises⁴¹, Christian Baechler répond :

Le passé c'est la nuit, c'est l'Allemagne. Le présent et l'avenir, c'est la lumière, un ordre nouveau dominé par la justice et la liberté, par la fraternité et la beauté. C'est la France libératrice qui personifie cet idéal. Tous les rêves de justice, de liberté, se cristallisent sur la France⁴².

La position de l'historien est-elle vérifiée par le contrôle postal ?

Liberté et justice dans la correspondance alsacienne et mosellane

Les rapports des trois commissions rendent compte de cette soif de liberté et de justice. La mise en perspective du libéralisme français et du militarisme allemand joue indéniablement en faveur du premier.

On salue la République française « libératrice » et ses dignitaires. Alsaciens et Mosellans se rangent résolument dans le camp du vainqueur et réclament une juste réparation de leur souffrance endurée durant la

40. Cité par Christian BAECHLER, *Les Alsaciens et le grand tournant de 1918*, Strasbourg, L'Ami hebdo MEDIA, 2008, p. 152. Sur les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine mosellane, voir Joseph SCHMAUCH, « Novembre 1918. L'administration française s'établit en Alsace-Lorraine », *Revue d'Alsace*, n° 139, 2013, p. 258-276.

41. Voir Francis GRANDHOMME, « Retrouver la frontière du Rhin en 1918 : l'entrée des poilus en Alsace et le retour à la France », *Revue d'Alsace*, n° 139, 2013, p. 235-258.

42. Christian BAECHLER, *Les Alsaciens et le grand tournant de 1918*, op. cit., p. 130.

dictature militaire. Comme le note la commission de Strasbourg : « L'amour pour la France n'a d'égal que la haine de l'Allemagne qui se manifeste violemment⁴³. » L'autoritarisme allemand du temps de guerre provoque par contrecoup une soif de liberté. La commission de Metz rapporte :

Le régime français, avec ses libertés, est accueilli comme un régime libérateur : on circule sans permis, on cause librement français, on dit leur fait aux immigrés, on respire enfin et l'on ne se sent plus entouré d'agents indicateurs ou provocateurs, dressés à épier vos moindres gestes⁴⁴.

La France, patrie de la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen », est magnifiée :

Les expressions les plus fréquemment rencontrées sont : « Enfin, nous voilà Français pour toujours. Ne rêvons-nous pas ! » Il semble que c'est d'une angoisse physique que l'on se trouve délivré. « Nous respirons à pleins poumons ». En un mot « C'est le bonheur parfait⁴⁵ ».

La liberté française a le visage de Clemenceau. Suite à la tentative d'attentat du 19 février 1919 contre « Le Père la Victoire », la commission de Mulhouse fait ce commentaire :

« Vivant la même vie » que la grande famille française, l'Alsace [...] n'oublie point que l'énergie de Clemenceau fut pour beaucoup dans la victoire et dans la libération : elle exige impérieusement le châtiment suprême du misérable meurtrier⁴⁶.

Mais la liberté fraîchement acquise ne se comprend pas sans esprit de justice comme le souligne la commission de Metz :

La haine des Lorrains vis-à-vis des Allemands persiste [...]. Les Lorrains comptent que le gouvernement français saura faire justice de toutes ces atrocités commises au mépris des lois de la guerre⁴⁷.

43. SHD, 16 N 1467. Rapport de la commission de contrôle postal de Strasbourg, 8 décembre 1918.

44. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Metz, 8 décembre 1918.

45. *Ibid.*, rapport du 22 décembre 1918.

46. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 1^{er} mars 1919.

47. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Metz, 16 mars 1919. Nous renvoyons à Pierre BRASME, « Metz de 1914 à 1918 », in Jean-Noël GRANDHOMME (dir.), *Boches ou Tricolores. Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg La Nuée Bleue, 2008, p. 135-150.

L'élimination de toute présence allemande rappelant la période de l'annexion en est l'application concrète. La commission de Mulhouse écrit :

C'est toujours l'expulsion des Allemands qui intéresse le plus les Alsaciens. Ils y voient une mesure de justice qui permettra à certains Alsaciens de recouvrer leur droit et une mesure d'hygiène morale assurant l'avenir de l'Alsace⁴⁸.

Encore faut-il que la justice ne se fasse pas au détriment des intérêts des Alsaciens :

164

Cependant, certains critiquent très justement cette expulsion radicale et générale. « Les fonctionnaires allemands partent en masse, sans être immédiatement remplacés et, de là, un certain désarroi administratif. Il vaudrait mieux recourir au nettoyage méthodique⁴⁹ ».

Si la justice s'efface provisoirement devant les contingences, la liberté ne saurait non plus suffire pour construire un avenir radieux. L'actualité économique et commerciale, bien étudiée par la commission de Mulhouse, assombrit la joie du retour à la mère-patrie :

[...] les améliorations apportées par les Français dans l'alimentation, la liberté qu'ils ont donnée aux Alsaciens opprimés ne suffisent plus pour faire oublier les difficultés matérielles créées pour les familles de condition modeste par la cherté de la vie et le chômage. La plupart des plaintes sont exprimées sans aigreur [...]. Néanmoins, plusieurs correspondants [...] ne peuvent réprimer un mouvement d'indignation et de révolte devant l'injustice de leur sort⁵⁰.

Le ton est mesuré mais le mécontentement est nettement signifié et annonce en ce mois de janvier 1919 cette défiance de la population envers les pouvoirs publics, bien évaluée au cours du premier trimestre par la commission de Strasbourg⁵¹. Le contrôle de la correspondance au cours du printemps et de l'été révèle-t-il un changement d'état d'esprit des Alsaciens et des Mosellans ?

48. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 27 janvier 1919. Voir François ROTH, *Alsace-Lorraine, histoire d'un « pays perdu », de 1870 à nos jours*, op. cit., p. 156-158.

49. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 1^{er} mars 1919.

50. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 13 janvier 1919. Sur les questions économiques et sociales de l'hiver 1918-19, voir Christian BAECHLER, *Les Alsaciens et le Grand Tournant de 1918*, op. cit., p. 143-150.

51. Nous renvoyons au dernier tableau concernant les sujets clés contenus dans la grille de lecture de la commission de contrôle postal de Strasbourg entre décembre 1918 et mars 1919

Vers la réintégration de l'Alsace-Moselle (avril-août 1919)

À compter du mois d'avril, alors que s'installe à Strasbourg une nouvelle structure administrative, le commissariat général de la République, et que se poursuivent à Paris les négociations entre puissances alliées à la Conférence de la Paix, les commissions de Metz et de Strasbourg abandonnent les « Tableaux Statistiques⁵² » et adoptent une seconde grille de lecture de la correspondance civile. Les grands chapitres demeurent mais les événements en cours en modifient le contenu.

165

Une nouvelle grille de lecture : quelle interprétation ?

La grille de lecture de la commission de Strasbourg énumère les sujets suivants :

Résumé général des impressions

Éléments militaires et politiques

- a) Rapports entre civils et militaires (Français et Alliés)
- b) Politique intérieure
- c) Politique extérieure
- d) Négociations de paix

Éléments économiques

- e) Données économiques intéressant l'industrie et le commerce français
- f) Situation industrielle et commerciale
- g) Questions financières
- h) Situation agricole
- i) Conditions générales de la vie. Alimentation, habillement
- j) Reconstitution des pays occupés

Questions diverses

- k) Colportage des correspondances
- l) Service de santé
- m) Prisonniers de guerre
- n) Divers

52. Aucun document n'explique la cause de cet abandon. Peut-être les juge-t-on inutiles du fait d'une réintégration annoncée de l'Alsace-Moselle.

Les éléments politiques retiendront toute notre attention. « Politique intérieure » remplace « opinions sur le rattachement à la France » et « opinions sur le régime français en Alsace et en Lorraine » ; « politique extérieure » se substitue à « jugements sur l'Allemagne ».

L'intitulé « politique intérieure » insinue que la frontière de la France de l'Est est fixée par le Rhin. Seule l'autorité française est habilitée à administrer les provinces recouvrées. À preuve, le terme figure dans la grille de lecture de la correspondance civile en vigueur dans les départements de l'intérieur⁵³. Sans doute juge-t-on que les « négociations de paix », nouveau sujet abordé par la grille de lecture, consacreront en droit le retour des territoires perdus en 1871. L'Allemagne est alors ramenée au simple statut de pays étranger et donc sans lien avec l'Alsace et à la Moselle. Elle relève de la « politique extérieure » qui n'intéresse le contrôle postal que pour les considérations que des correspondants allemands livrent sur leur pays au même titre que celles des représentants d'autres nationalités qui écrivent depuis Metz ou Strasbourg. En somme, la singularité de la situation de l'Alsace-Moselle s'efface désormais devant l'intégration annoncée dans l'unité française. Qu'en est-il pour les deux autres chapitres ?

Les nouveaux intitulés sont beaucoup plus neutres : ils concernent surtout l'Allemagne et les Allemands dans leurs relations avec les forces d'occupation française. Ils expriment à l'évidence les contingences du moment⁵⁴. Dans le chapitre économique, par exemple, les sujets « données économiques intéressant l'industrie et le commerce français » et « reconstitution des pays occupés » abordent l'un, la question de la reprise économique au-delà des frontières⁵⁵, l'autre, le thème de la

53. Voir, par exemple, les archives de commission de contrôle postal de Pontoise (SHD, 16 N 1464).

54. Ainsi en est-il pour la commission de Strasbourg pour la question lancinante du colportage de part et d'autre du pont de Kehl, bien que soit autorisé depuis la fin janvier l'échange des correspondances commerciales et familiales avec cartes postales entre l'Alsace-Moselle et l'Allemagne.

55. La commission de Metz signale : « Les offres de commerçants et d'industriels français et étrangers se font nombreuses pour les pays rhénans qu'elles traitent d'industrie ou d'alimentation » (SHD, 16 N 1464. Rapport du 1^{er} mai 1919).

reconstruction en France et en Europe. Le contrôle postal demeure cependant attentif aux marques d'attachement à la France. La commission de Strasbourg souligne :

Les Alsaciens réunissent des fonds pour procurer des vêtements, des couvertures aux habitants du Nord dont une conférence de l'Évêque de Lille leur a dit la détresse et ils entendent aider à reconstruire les villages lorrains détruits⁵⁶.

Discerne-t-on dans les rapports de la commission de Mulhouse cette même tendance à bien signifier que l'Alsace est une terre française à part entière ?

167

Il n'y a aucune modification significative des intitulés dans le corps des comptes-rendus : « le régime français en Alsace » demeure de décembre 1918 à juin 1919. Le sujet « opinion sur le rattachement de l'Alsace à la France » a cependant disparu, signe que la réintégration est dorénavant un fait accompli même si la population se montre hostile à toute politique centralisatrice et redoute l'introduction des lois laïques. Le service mulhousien reporte alors pendant l'été les avis des correspondants sur l'action du nouveau commissariat général de la République dans la rubrique « opinion sur l'administration⁵⁷ ». De même s'inquiète-t-il en juin sous le titre « questions religieuses et enseignement » des propos d'un « abbé des environs de Mulhouse qui, en même temps qu'il proteste de ses sentiments français [...], explique sa façon de concevoir la liberté, la seule compatible avec les sentiments alsaciens sans laquelle les administrateurs « se caseront le cou⁵⁸ » ».

Malgré tout, la volonté de tourner la page du *Reichsland* est forte. La paix est ardemment souhaitée.

56. SHD, 16 N 1467. Rapport de la commission de contrôle postal de Strasbourg, 1^{er} mai 1919.

57. Après l'échec d'une tentative d'intégration rapide de l'Alsace-Moselle, le décret du 21 mars 1919 place l'administration des territoires recouverts sous l'autorité directe d'Alexandre Millerand, commissaire général de la République résidant à Strasbourg, afin de procéder à leur assimilation progressive.

58. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 1^{er} juillet 1919.

La paix selon les Alsaciens et les Mosellans

« Dans toutes les correspondances privées, on consacre à cette question quelques lignes pour dire combien on souhaite cette paix et combien on la désire intensément » indique la commission de Metz au printemps 1919⁵⁹. Si les trois commissions s'accordent pour relever l'exigence d'une paix sans concession, celle-ci ne doit cependant pas se faire au détriment d'une reprise rapide du commerce avec l'Allemagne. La paix ne saurait non plus légitimer le retour au jacobinisme et l'introduction des lois laïques.

168

Alsaciens et Mosellans espèrent une « paix française », selon le mot de Jean-Jacques Becker⁶⁰, assimilant les quatre ans de guerre à un nouvel épisode de l'éternelle rivalité entre la France et l'Allemagne. Les commissions de contrôle postal de Metz et de Strasbourg se font ainsi l'écho de leur méfiance à l'égard des Américains. « Négociations trop longues, récriminations contre Wilson » note laconiquement le service messin dans son rapport du mois d'avril⁶¹. Plus explicite, la commission de Strasbourg fait ce commentaire :

On trouve en général le président Wilson beaucoup trop doux dans ses négociations avec les Allemands et les lenteurs exagérées des préliminaires de paix qui traînent en longueur [...] sont mises à profit par les Allemands pour créer des troubles, rendre la situation obscure et provoquer des dissentiments entre Alliés⁶².

Les correspondants ne croient pas en l'organisation d'un plébiscite. Ils redoutent, en revanche, que le vaincu ne se relève trop rapidement : « Nécessité d'imposer une paix écrasante à l'Allemagne en raison de sa natalité et de sa renaissance économique » insiste-t-on à Metz⁶³. Réduire à tout prix « l'arrogance boche », telle est, pour reprendre l'expression employée par la commission de Strasbourg, la tendance générale.

59. SHD, 16 N 1464. Rapport du 1^{er} mai 1919.

60. Jean-Jacques BECKER, Serge BERSTEIN, *Victoire et frustrations 1914-1919*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 141.

61. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Metz, 1^{er} mai 1919.

62. SHD, 16 N 1467. Rapport de la commission de contrôle postal de Strasbourg, 1^{er} mai 1919.

63. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Metz, 1^{er} juin 1919.

La paix signée, un fort sentiment de justice domine. La commission de Mulhouse cite cet extrait de lettre : « Le bon sens devrait enfin venir aux Allemands qui ont ensanglanté l'univers et qu'on a traité mieux qu'ils ne le méritaient⁶⁴. » Le retour à une normalité s'annonce et devrait profiter à l'économie alsacienne.

Les questions économiques sont particulièrement suivies par le service mulhousien. Celui-ci témoigne au cours du printemps de l'impatience des industriels et des commerçants à ce que la paix soit bientôt signée afin de renouer avec les entreprises d'outre-Rhin : « Ce sont surtout les maisons de textiles qui, multiplient leurs offres, ainsi que les maisons de produits alimentaires. C'est un échange intensif de prospectus, prix courants, offres et demandes⁶⁵. »

Le service du contrôle postal prend acte du « caractère réaliste de l'Alsacien » qui sépare le patriotisme des relations d'affaires et qui souhaite un régime douanier favorable aux sociétés alsaciennes arguant du fait qu'« Il vaut mieux acheter à l'Allemagne à bas prix qu'aux Anglais qui vendent au prix fort⁶⁶. » La reprise du commerce avec l'Allemagne s'avère donc indispensable.

La signature de la paix apporte-t-elle la reprise espérée ? La correspondance dit certes sa satisfaction concernant la mise en place d'une période transitoire de cinq ans qui assure la liberté de commercer sans droits de douane avec l'Allemagne (article 68 du Traité de Versailles). Mais durant l'été, la commission de Mulhouse dresse une sombre analyse de la situation :

Les commerçants alsaciens sont inquiets des difficultés qui se présentent chaque jour : transports irréguliers et lents, manque de matières premières, hausse de la main d'œuvre, commerçants allemands qui avec une mauvaise foi évidente cherchent à rompre parfois des marchés passés⁶⁷.

64. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 1^{er} juillet 1919.

65. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 1^{er} mai 1919.

66. *Ibid.*, rapport du 1^{er} juin 1919.

67. *Ibid.*, rapport du 1^{er} juillet 1919.

Les plaintes contre l'administration française taxée d'inefficacité sont récurrentes selon le service. Que disent à ce sujet les particuliers ?

De manière générale, dans les semaines qui précèdent la signature de la paix, la politique du nouveau commissaire général de la République, est appréciée. Les correspondants estiment qu'Alexandre Millerand « a su trouver la note juste pour gouverner » : gestion des affaires d'Alsace et de Lorraine au plus près des préoccupations des habitants, maintien du concordat, des écoles confessionnelles⁶⁸. Mais cette politique est-elle pérenne ? C'est une « ère de précarité » rapporte la commission de Strasbourg. « Appréhension », le mot est relevé en matière religieuse par la commission de Metz qui explique :

C'est le désir d'une école confessionnelle qui doit être maintenue. Ce sont des instituteurs catholiques eux-mêmes signant la pétition que le clergé lorrain fait circuler demandant le maintien de l'école confessionnelle⁶⁹.

Au lendemain de la signature de la paix, la déception envers les pouvoirs publics est perceptible. L'administration française manque encore de la célérité nécessaire à l'amélioration de la vie quotidienne. La commission de Mulhouse constate toutefois que certains Alsaciens ont bien conscience que l'on demande trop à la France : « Peut être, quelques correspondants l'affirment, ces critiques cachent-elles une vue de choses faussées par «des années de privation et de tyrannie⁷⁰». » Le rapport du mois de juillet se clôt par cette remarque ambiguë qui porte en elle le signe d'une sourde inquiétude : « Le régime français est toujours accueilli de façons diverses, le clergé et l'enseignement paraissent en désaccord⁷¹. »

Après quelques mois d'activité en Alsace et en Lorraine mosellane, quel enseignement le contrôle postal nous livre-t-il ? La normalité est clairement au centre des préoccupations de l'Armée comme de celles des populations.

68. Sur l'action du commissariat général de la République, nous renvoyons à Frédéric ECCARD, « L'Alsace et la Lorraine sous le commissariat général et après sa disparition », *Revue politique et parlementaire*, novembre 1925, p. 197-237.

69. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Metz, 1^{er} juin 1919.

70. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 1^{er} juillet 1919.

71. *Ibid.*, rapport du 1^{er} août.

Normalité dans la forme. Nous pouvons dire avec Bruno Cabanes que « le contrôle postal a ceci de singulier qu'il parvient à concilier l'irréductible singularité des correspondances avec le cadre normatif d'une enquête d'opinion ⁷² ».

Normalité dans le fond. Rappelons qu'en empruntant, à partir du printemps 1919, le sujet « politique intérieure » à la grille de lecture de la correspondance civile en vigueur en France, l'Armée gomme d'une certaine manière la spécificité des territoires recouverts pour mieux les couler dans l'unité de la République. Le thème du retour à la normale, attendu après quatre ans de guerre, est également une constante de la correspondance alsacienne et mosellane. Il recouvre cependant une contradiction.

La normalité signifie bien sûr un retour à la vie économique sociale et culturelle de l'avant guerre. Mais la normalité s'entend encore, selon les « Tableaux Statistiques » de l'hiver 1918 et du début du printemps 1919, par le retour de l'Alsace et de la Lorraine mosellane à la France que réalise le sort des armes après quarante-huit ans de séparation. La commission de Metz écrit au printemps 1919 : « On sent un véritable engouement pour apprendre le français, des quantités de manuels de conversation française passent à la commission expédiés dans toutes les directions ⁷³. »

Le contrôle postal pose donc les cadres de ce qu'il est convenu d'appeler le « malaise alsacien » qu'illustre cet extrait de lettre figurant dans le rapport de juin de la commission de Mulhouse : « La France et les Français nous traitent fort mal où allons-nous ? Est ce donc le résultat que nous devions attendre des Français dont on vantait les merveilleuses qualités ⁷⁴ ? »

72. Bruno CABANES, « 2. Ce que dit le contrôle postal », art. cit., p. 56.

73. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Metz, 1^{er} mai 1919.

74. SHD, 16 N 1464. Rapport de la commission de contrôle postal de Mulhouse, 1^{er} juillet 1919.

Résumé

Le contrôle postal ou l'opinion publique en Alsace-Moselle entre la guerre et la paix

Comment les Alsaciens et les Lorrains ont-ils vécu les débuts de la présence française au lendemain de la Grande Guerre ? « Changement rapide » remarque François Roth, puisqu'en vertu de la convention d'armistice du 11 novembre 1918 les vainqueurs se substituent aussitôt au pouvoir allemand. Le contenu de la correspondance des Alsaciens et des Mosellans rapportée par les commissions du contrôle postal établies à Metz, Strasbourg et Mulhouse constituent une source d'information d'une grande richesse pour connaître au quotidien le ressenti des habitants de l'ex-*Reichsland* soumis à un nouveau régime administratif, ainsi que les conditions de la vie économique et sociale du « paradis tricolore » dans les mois qui précèdent la signature du traité de Versailles, le 28 juin 1919.

Zusammenfassung

Die Kontrolle der Post oder die öffentliche Meinung in Elsass-Moselle zwischen Krieg und Frieden.

Welche Erfahrungen haben die Elsässer und Lothringer mit der französischen Anwesenheit unmittelbar nach Ende des 1. Weltkriegs gemacht? „Schneller Wechsel“ stellt François Roth fest. Laut dem Waffenstillstandsabkommen von 11 November 1918 ersetzen die Sieger sofort die deutsche Verwaltung. Der Inhalt des Briefverkehrs, wie er von der Postüberwachungskommission mit Standorten in Metz, Straßburg und Mulhouse beschrieben wird, bildet eine reiche Informationsquelle zur Kenntnis der alltäglichen Empfindungen der Einwohner des ehemaligen Reichslandes, die jetzt einer neuen Verwaltung unterstehen und die neue soziale und ökonomische Lebensbedingungen im „trikoloren Paradies“ in den Monaten vor der Unterzeichnung, am 28 Juni 1919, des Versailler Vertrags, erleben.

Summary

The postal checking system or public opinion in Alsace-Moselle between war and peace

How did people in Alsace and Lorraine react to the first months of French presence following World War I? “It all happened quickly” in François Roth’s words as, in accordance with the November 11, 1918 dispositions, the victors would instantly replace the German authorities. The content of the letters sent by people living in Alsace and Moselle was examined by the postal checking system commissions in Metz, Strasbourg and Mulhouse, a particularly rich source of information to follow up, day after day, the way the citizens of the former Reichsland were adjusting to the new political regime and to the social and economic living conditions in the new “French paradise” shortly before the Versailles treaty was to be signed on June, 26, 1919.